

# Pourquoi le monde est saisi par Sheikh Jarrah alors que les Israéliens ne s'attachent pas vraiment

## Description

Par Anshel Pfeffer, le 3 août 2021



Les yeux du monde entier sont à nouveau tournés vers la Cour suprême israélienne, mais pourquoi ce cas palestinien de Sheikh Jarrah à Jérusalem en particulier a-t-il retenu l'attention des médias alors que tant d'autres ont été oubliés ?

La Cour suprême d'Israël est généralement dépeinte par les gens de droite comme une bande de gauchistes post-sionistes déconnectés de la réalité. Mais au moins cette semaine, durant sa dernière audience sur les expulsions de Sheikh Jarrah, les juges ont prouvé qu'ils étaient parfaitement en phase avec l'humeur nationale.

« Descendons du niveau des principes au niveau pragmatique » a suggéré le juge président à l'audience, Isaac Amit, alors que lui et ses deux collègues allaient bien au-delà des attributions traditionnelles de la Cour en essayant d'imposer un résultat convenu aux deux parties. Les juges étaient prêts à faire presque tout, y compris digérer eux-mêmes un compromis.

Une chose qu'ils ont refusé de faire au cours de la longue audience de lundi, c'est de permettre aux parties de discuter de la proposition en dehors de la salle d'audience. « Nous savons ce qui se passe lorsque vous sortez pendant cinq minutes », a déclaré Amit. « Les médias vous sautent dessus et vous recevez toutes sortes de conseils. Décidez. Quelqu'un doit le faire, et s'il doit y avoir une consultation, elle aura lieu à l'intérieur derrière des portes fermées. »

Amit a plaisanté : « Vous êtes en état d'arrestation jusqu'à la fin de la procédure. »

Les juges savaient exactement à quoi ils avaient affaire. L'audience du tribunal n'était qu'un spectacle secondaire pour un cirque médiatique bien plus important à l'extérieur. Un cirque médiatique international, parce que l'attention mondiale portée à l'affaire Sheikh Jarrah contraste fortement avec celle portée en Israël, où la plupart des médias locaux n'ont que très peu couvert l'affaire.

Les Israéliens ne sont pas vraiment intéressés par l'expulsion potentielle de 13 familles palestiniennes de leurs maisons dans le quartier de Jérusalem-Est. Non pas qu'ils soient nécessairement du côté des organisations de colons qui tentent de les expulser. Cela ne suscite juste pas d'intérêt.

Certainement pas en cette journée d'août étouffante les Israéliens ont enfin reçu un nouveau budget de l'État (pour la première fois depuis trois ans) qui pourrait avoir un impact sur leurs finances, le COVID-19 fait son retour et les Jeux olympiques de Tokyo offrent quelques rares satisfactions sportives. Une querelle pour quelques maisons à Jérusalem-Est semble vraiment sans conséquence tant que le Hamas ne s'en sert pas nouveau comme prétexte pour lancer des roquettes sur les villes israéliennes.

Le tribunal est du même avis. Tout comme le ministre israélien des affaires étrangères, qui a déclaré en mai que Sheikh Jarrah n'était qu'un « différend immobilier. » Les juges ont tenté l'approche « pragmatique » car c'est ainsi que l'on résout les litiges immobiliers. Mais ils ne savaient que trop bien qu'en dehors de leur salle d'audience, sur les réseaux sociaux et les réseaux d'information internationaux, l'affaire était traitée comme tout sauf cela.

L'affaire Sheikh Jarrah est riche d'enseignements sur l'état actuel du conflit israélo-palestinien, et notamment sur la façon dont il est perçu. Après des années pendant lesquelles le conflit n'a fait l'objet d'une attention majeure que lorsque le nombre de morts atteignait deux ou trois chiffres, l'expulsion d'une poignée de familles a fait les gros titres et suscité un volume de couverture qui nous ramène aux jours anciens, avant le printemps arabe et les guerres civiles de la décennie précédente, lorsque la lutte palestinienne était encore considérée comme une question centrale au Moyen-Orient par les principaux médias occidentaux.

Il est instructif de constater que ce qui a attiré l'attention des médias n'est pas la mort d'enfants palestiniens ou le sort de communautés palestiniennes plus importantes et beaucoup plus vulnérables au fin fond de la Cisjordanie, mais Sheikh Jarrah.

Une partie de cette attention sélective peut s'expliquer par les jeunes militants avisés sur les médias qui résident à Sheikh Jarrah et ont créé une campagne mondiale sur Instagram et d'autres plateformes qui se traduit facilement en anglais. Mais il n'y a pas que cela.

Sheikh Jarrah est l'histoire facilement accessible du conflit. Tant sur le plan géographique que c'est littéralement à cinq minutes de route du centre de Jérusalem et au coin de la rue de l'American Colony Hotel que sur le plan de la présentation. Nulle part ailleurs le conflit séculaire ne peut être aussi facilement résumé en une parabole en noir et blanc. Il s'écrit pratiquement de lui-même en quelques phrases courtes : Les réfugiés palestiniens qui ont perdu leurs maisons avant 1948 durant la Palestine mandataire et que la loi israélienne empêche de récupérer leurs biens perdus, sont maintenant sur le point de perdre les maisons qu'ils connaissent depuis 70 ans parce que, contrairement à eux, les Juifs israéliens sont autorisés à récupérer leurs biens. Clair et simple. Et, essentiellement, vrai.

Ce qui rend la chose encore plus commode pour la consommation internationale, c'est que cela se passe dans un endroit dont tout le monde a entendu parler, Jérusalem, et non dans un village imprononçable comme Khan al-Ahmar. De plus, comme à Jérusalem il n'y a qu'une seule juridiction, Israël, il n'y a aucune ambiguïté sur le fait que les Palestiniens sont des victimes. Si l'histoire se déroulait en Cisjordanie, ou vous devez également lutter contre l'Autorité palestinienne corrompue, ou à Gaza, ou le Hamas militant et islamiste a la mainmise, vous avez également des « mauvais Palestiniens » dans l'histoire.

Sheikh Jarrah est l'histoire parfaite parce que l'injustice est si claire et si facile à expliquer, et qu'il n'y a pas de faits gênants pour brouiller les pistes. Vous n'avez même pas besoin d'ennuyer votre public en vous embourbant dans des questions diplomatiques plus larges comme l'avenir de la solution à deux États. Il ne s'agit pas de concepts abstraits et utopiques, mais de choses bien réelles : des maisons pittoresques des patriarches avisés et leurs petits-enfants cool vivent sous la menace de gros usurpateurs à l'accent américain et de la police brutale.

Cela ressemble à un cliché, car c'en est un bien des regards. Le cliché parfait est celui qui se trouve être aussi la vérité et qui est facilement accessible. Et il s'inscrit si bien dans l'air du temps médiatique qui tente d'appliquer les lignes de fracture des guerres culturelles toxiques actuelles des États-Unis à d'autres pays, quelles que soient les différences de circonstances et d'histoires. Sheikh Jarrah et ses avatars sont simplement faits pour les certitudes de la justice raciale qui peuvent être abrégées en un hashtag.

Il y a trois mois, 256 Palestiniens ont été tués à Gaza, mais Sheikh Jarrah n'est personne n'est mort n'est resté dans l'actualité bien plus longtemps. Au début de l'année, deux grandes organisations de défense des droits de l'Homme ont publié des rapports expliquant pourquoi Israël est un État d'apartheid, mais ils n'ont pas réussi à obtenir un impact proche de celui de l'histoire des familles de Sheikh Jarrah.

Bien sûr, c'est la raison d'être des médias : les histoires des individus résonnent toujours plus qu'une multitude sans visage. Pour paraphraser la citation largement attribuée à Staline : un Palestinien sur Instagram devient viral. Un million de Palestiniens reste une statistique dans un rapport de Human Rights Watch que peu de gens liront un jour.

Est-ce un désastre pour les relations publiques et un cauchemar de la hasbara pour Israël ? Pour l'instant, peut-être. Mais le truc avec les litiges immobiliers n'est même ceux qui sont associés à des conflits et des injustices historiques, et des récits médiatiques convaincants est qu'en fin de compte, les gens ont besoin d'un endroit où vivre lorsqu'ils ne font pas de vidéos en ligne, et c'est là que les juges avec des compromis pragmatiques entrent en jeu.

Comme l'a noté cette semaine Nir Hasson, de Haaretz, l'un des rares journalistes israéliens à couvrir sérieusement l'affaire, Sheikh Jarrah approche du moment où les familles palestiniennes seront confrontées à leur propre dilemme : accepter ou non le compromis qui leur accordera le statut de locataires protégés tout en reconnaissant la revendication des colons sur la propriété : en principe, cela leur permettra, ainsi qu'aux générations futures de leurs familles, de continuer à y vivre. Ou continueront-ils à se battre pour leurs principes, ce qui les conduira probablement à l'expulsion ?

Les compromis font de maigres gros titres, s'il y en a, et ne fonctionnent certainement pas comme un hashtag.

Source : [Haaretz](#)

## Tags

1. anshel pfeffer
2. août
3. août 2021

4. Haaretz
5. Isra'el save sheikh jarrah
6. monde
7. regards
8. Sheikh Jarrah

**date créée**  
2021/08/14